

RAPPORT D'ACHÈVEMENT DE PROJET (RAP) POUR LES OPERATIONS DU SECTEUR PUBLIC



GRUPE DE LA BANQUE
AFRICAINNE DE
DEVELOPPEMENT

I Données de base

A Données du rapport

Rapport daté du	Rapport daté du	20 mai 2015	
	Date de la mission <i>(en cas de mission sur le terrain)</i>	De : 24 novembre 2014	Au : 28 novembre 2014

B Responsables du projet au sein de la Banque

Fonctions	À l'approbation	À l'achèvement
Directeur régional	E. GOLDSTEIN	A. BERNOUSSI (ORWA)
Chef de bureau national	M. H'MIDOUCHE	M.L.NDONGO (SNFO)
Directeur sectoriel	G. MBESHERUBUSA (OINF)	A. RUGAMBA (ONEC)
Responsable sectoriel	A.T. DIALLO (OINF.3)	Z. AMADOU (ONEC.1)
Coordinateurs d'activités	Z. AMADOU (OINF.3)	P. DJAIGBE (ONEC.1)
Coordinateur d'activités suppléant	G MANLEY (SAPR)	J-P. MUTSINZI (ONEC.1)
Chargé d'équipe chargée du RAP		J-P. MUTSINZI (ONEC.1)
Membres de l'équipe chargée du RAP		P. DJAIGBE (ONEC.1) S. MAHIEU (ONEC.1)

C Données du projet

Nom du projet : PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE PRODUCTION, TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE SUR L'ILE DE SANTIAGO					
Codes du projet : P-CV-FA0-001		Numéro(s) de(s) instrument(s) de financement : PRÊT FAD N° 2100150015897			
Type de projet : Projet d'investissement		Secteur : Energie			
Pays : Cabo Verde		Catégorisation environnementale : 2			
Etapes de traitement du dossier – Uniquement pour les financements approuvés par la Banque (ajouter/supprimer des lignes en fonction du nombre de sources de financement)		Evènements importants (Uniquement pour les financements approuvés par la Banque)		Décaissements et dates de clôture (Uniquement pour les financements approuvés par la Banque)	
Source/instrument de financement 1 : Prêt FAD		Source/instrument de financement 1		Source/instrument de financement 1 :	
Date d'approbation : 06/11/2007		Montant à annuler : 56 275,94 UC		Date initiale de décaissement : 06/03/2009	
Date de signature : 22/04/2008		Financements complémentaires : 0		Date initiale de clôture : 31/12/2011	
Date d'entrée en vigueur : 12/12/2008		Restructuration : Aucune		Délais révisés du décaissement : 31/12/2012, 30/12/2013	
Date de satisfaction des conditions de premier décaissement : 12/12/2008		Prorogations : 3 prorogations pour une durée globale de 30 mois		Date de clôture révisée : 30/06/2014	
Date réelle du premier décaissement : 27/02/2009					
Source de financement (UC):		Montant décaissé (montant, UC)	Pourcentage décaissé (%)	Montant non décaissé (UC)	Pourcentage non décaissé (%)
Source/instrument de financement 1		4 763 724,08	98,83 %	56 275,94	1,17%

Gouvernement (Contrepartie)	3 729 860	142,00%	N/A	N/A
Co-financier JICA (Prêt)	23 331 320,3	92,78%	1 815 608,24	7,22%
Co-financier BIDC (Prêt)	6 056 182,6	99,97%	1 818,00	0,03%
TOTAL	37 881 086,98	108,39	1 962 610,90	N/A

Co-financiers et autres partenaires extérieurs : Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) et Banque d'Investissement et de Développement de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BIDC).

N.B. La BIDC ne faisait pas partie des cofinanciers du projet lors de son approbation en 2007. Mais, après le lancement des premiers appels d'offres, il est apparu que les propositions financières dépassent largement les montants prévus. D'où la nécessité pour le Gouvernement Cabo Verde de solliciter un financement supplémentaire auprès de la BIDC à hauteur de 6,058 millions d'UC, afin de combler ce gap financier et couvrir d'autres imprévus éventuels concernant les appels d'offres pour les composantes restantes du projet.

Organisme(s) d'exécution et de mise en œuvre : Direction Générale de l'Energie / Unité de Gestion du Projet (UGPE)

D Revue et commentaires de la Direction

Rapport examiné par	Nom	Examiné le	Commentaires
Chef de bureau national	Lamine M. NDONGO	28/01/2016	<p>Le projet a obtenu des résultats intéressants, et les indicateurs cibles ont été largement atteints, notamment le taux d'accès à l'électricité, la quantité d'énergie produite, la durée des délestages de production ; et ceci malgré les retards accusés au démarrage et pendant la réalisation des travaux.</p> <p>La Banque a été flexible en accordant trois prorogations afin de permettre l'atteinte des objectifs visés par le projet.</p> <p>La performance de la Banque a été jugée satisfaisante.</p> <p>Les leçons tirées par la mise en œuvre de cette opération ont été utilisées dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de développement du système de transport et distribution d'électricité sur six îles en cours d'exécution.</p>
Chef de division sectoriel	Zakou AMADOU	2/03/2016	<p>Le Projet a permis de mettre en place une infrastructure structurante du système électrique sur l'île de Santiago. Au plan des réalisations physiques, les objectifs du projet ont été atteints, voire dépassés. Le projet a également permis d'inaugurer un mode de collaboration étroite entre bailleurs de fonds. En effet, l'évaluation du projet par la JICA a été basée sur l'instruction du projet par la Banque qui a ensuite supervisé la passation des marchés pour les deux institutions. Cette phase pilote de la coopération FAD – JICA a posé des difficultés tant aux bailleurs de fonds qu'à l'organe d'exécution dans la phase de mise au point des procédures de décaissement. A cette difficulté se sont ajoutés :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) le long délai de mise en vigueur des contrats ; (ii) les changements dans la conception de l'infrastructure de transport ; et (iii) la question des indemnités qui ont contribué à rallonger le délai d'exécution du projet. La flexibilité et l'appui de la Banque ont contribué à trouver des solutions satisfaisantes aux problèmes rencontrés. Toutefois, les questions de réduction des pertes commerciales et de l'identification des propriétaires des terrains traversés par les lignes nécessitent de la part du Gouvernement des mesures réglementaires et législatives qui dépassent le cadre de conception initial du projet. Elles pourront être considérées à l'occasion d'une nouvelle opération du secteur de l'énergie.
Directeur régional (en tant que président de l'équipe pays)	Abdellatif BERNOUSSI	28/01/2016	Le rapport a pris en compte les observations formulées lors des étapes subséquentes

			notamment les observations de l'équipe-pays. Par conséquent, nous autorisons la poursuite du processus au niveau sectoriel.
Directeur Sectoriel	Alex RUGAMBA		

II Évaluation des performances du projet

A Pertinence

1. Pertinence de l'objectif de développement du projet

Notation*	Compte-rendu descriptif (250 mots maximum)
4	<p>Le projet de renforcement des capacités de production, transport et distribution d'électricité dans l'île de Santiago avait pour objectifs de contribuer à l'amélioration du taux d'accès à l'électricité et de sécuriser l'alimentation en énergie électrique sur l'île de Santiago.</p> <p>A l'approbation du projet en novembre 2007, le Cabo Verde avait adopté en 2004 son Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) pour la période 2004-2007. Au travers de l'augmentation des capacités de production, de l'amélioration de la qualité de service et du rendement des installations électriques, le projet contribue à l'axe 4 et l'axe 2 du DSCR qui sont respectivement «Améliorer et développer les infrastructures de base, promouvoir l'aménagement du territoire et sauvegarder l'environnement » et « Promouvoir la compétitivité en vue de soutenir la croissance et créer des emplois ». Le DSCR II adopté par le Gouvernement en 2008 et couvrant la période 2008-2011 comportait pratiquement les mêmes objectifs et piliers que le DSCR I dont «la promotion de la compétitivité » et « le développement des infrastructures ». Quant au DSCR III couvrant la période 2012-2016, il comporte également parmi ses piliers «le développement des infrastructures». S'alignant sur le DSCR, les DSP successifs de la Banque depuis l'approbation du projet (2005-2008, 2009-2013 et 2014-2018) ont tous comporté parmi leurs piliers la promotion de la compétitivité de l'économie et le développement des infrastructures. Enfin, dans les stratégies à moyen et long termes de la Banque ; à savoir la stratégie à moyen terme (2008-2012) et la stratégie à long terme (2013-2022), le développement des infrastructures demeure la plus grande priorité.</p> <p>En augmentant la capacité de production et en facilitant la réalisation de nouveaux branchements, en améliorant la qualité de service dans les principales municipalités de l'île , et en réduisant la part du coût du combustible dans le coût de production de l'électricité, le projet répondait aux attentes des populations, des opérateurs économiques, et du Gouvernement qui en sont les principaux bénéficiaires. Ce faisant, il était perçu comme un levier stratégique dans le processus d'amélioration des conditions de vie de la population et de la compétitivité de l'économie nationale.</p> <p>Il apparaît ainsi que pendant la période d'exécution, le projet est resté pleinement aligné sur : i) les DSP de la Banque ; ii) les stratégies sectorielles applicables de la Banque ; iii) les stratégies de développement du pays ; et iv) les besoins des bénéficiaires.</p> <p>La pertinence de l'objectif de développement du projet est jugée très satisfaisante.</p>

* Pour toutes les notations, utiliser l'échelle suivante : 4 (Très satisfaisant), 3 (Satisfaisant), 2 (Insatisfaisant), 1 (Très insatisfaisant)

2. Pertinence de la conception du projet

Notation*	Compte-rendu descriptif (250 mots maximum)
3	<p>Le projet faisait partie du programme de développement du secteur de l'énergie au Cap Vert et il a été défini sur la base d'une étude de faisabilité qui a retenu l'extension de la centrale de Palmarejo pour le développement de la production. Il a été conçu pour permettre la centralisation de la production thermique d'électricité sur le site de Palmarejo à Praia et, à terme, constituer un système électrique unique couvrant l'ensemble de l'île de Santiago.</p> <p>Quelques points faibles dans la préparation du projet ont conduit à des retards dans sa mise en œuvre. Sur le plan technique, le projet avait été évalué sur base des spécifications techniques fonctionnelles qui ont permis d'élaborer les Dossiers d'Appel d'Offres (DAO), et les études détaillées devaient être réalisées par les entreprises attributaires de marchés des travaux sur base de la conception initiale. Il s'est avéré au cours de l'exécution du projet, que des ajustements de l'envergure du projet au niveau du réseau HT étaient</p>

nécessaires pour mieux répondre aux besoins du développement à moyen terme du réseau de transport dans l'ensemble, et il a fallu réaliser des études complémentaires y relatives qui ont occasionné un délai supplémentaire dans la mise en œuvre du projet. Sur le plan administratif, la conception du projet n'a pas pris en compte les complexités liées au co-financement du projet et les difficultés qui en résultent pour l'unité de gestion du projet d'appliquer simultanément les différentes procédures de paiement des différents bailleurs de fonds.

Mais, il est à noter que la conception initiale du projet était globalement bonne et est restée appropriée tout au long de l'exécution. Les ajustements et améliorations nécessaires ont été effectués en temps opportun et les effets et produits visés par le projet ont été réalisés.

La pertinence de la conception du projet est **satisfaisante**.

3. Enseignements tirés relativement à la pertinence

Questions clés (5 maximum, ; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés	Public cible
Qualité à l'entrée	La préparation du projet a connu quelques points faibles qui l'ont pénalisé dans sa mise en œuvre en termes de délais et de coûts. Il s'agit notamment: (i) de la non maîtrise des procédures d'acquisitions par l'organe d'exécution du projet au début, qui a occasionné du retard pour le lancement des dossiers d'appel d'offres ajouté à l'évolution des cours mondiaux du métal (acier et cuivre notamment), d'où des retards dans le démarrage des travaux combiné à l'augmentation des coûts du projet ; (ii) de l'absence d'études techniques détaillées qui auraient permis d'anticiper les impondérables problèmes techniques survenus lors de l'exécution du projet ; et (iii) de la non prise en compte de la complexité liée au cofinancement et à l'application des différentes procédures de paiement des bailleurs de fonds.	Gouvernement BAD
Prise en compte des aspects du genre	La conception du projet n'a pas pris en compte la dimension du genre, ni dans l'analyse de la situation du secteur, ni dans les objectifs du projet et ses indicateurs de résultats, ni dans les activités proposées. Aucune donnée désagrégée selon le genre n'a été collectée pendant le suivi-évaluation du projet. Il sied cependant de préciser que ces notions n'étaient pas des exigences de la Banque en 2007 dans la conception des projets.	

B Efficacité

1. Progrès réalisés pour atteindre l'objectif de développement du projet (objet du projet)

Commentaires

Fournir un bref descriptif du projet (composantes) et indiquer le contexte dans lequel il a été conçu et exécuté. Indiquer l'objectif de développement du projet (généralement l'objet du projet, tel qu'indiqué dans le CLAR)) et évaluer le progrès accompli. Les effets imprévus devraient également être pris en compte, ainsi qu'une référence spécifique à l'égalité des sexes dans le projet. Longueur maximale indicative : 400 mots.

Ce projet était l'un des projets les plus importants du programme national de développement du sous-secteur de l'électricité au Cabo Verde en 2003. Par ce projet, le Gouvernement comptait combler le déficit de production d'électricité, en réduire son coût et réaliser un réseau électrique unifié qui devait relier à terme l'essentiel des moyens de production de transport et de distribution sur l'île de Santiago. Le projet a été identifié par la Banque au cours d'une mission d'identification de projets d'infrastructures conduite au Cabo Verde en novembre 2003. À la suite de la mission d'identification, le Gouvernement a soumis à la Banque en décembre 2003, une requête de financement. A la fin des études de faisabilité du projet, une mission de préparation du projet s'est rendue au Cabo Verde du 13 au 29 octobre 2005, suivie d'une mission d'évaluation effectuée du 23 février au 10 mars 2006. A la suite de démarches auprès de l'Agence japonaise de coopération Internationale (JICA) pour boucler le financement du projet, une mission conjointe des deux Institutions s'était rendue au Cabo Verde en avril 2007 pour réévaluer le projet.

L'objectif de développement du projet était d'améliorer le taux d'accès à l'électricité et la qualité de fourniture de l'électricité sur l'île de Santiago. Le projet visait à contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population cabo-

verdienne et de la compétitivité de l'économie nationale à travers la satisfaction des besoins énergétiques. Les objectifs spécifiques étaient de contribuer à l'amélioration du taux d'accès à l'électricité et de sécuriser l'alimentation en énergie électrique sur l'île de Santiago.

Le projet comportait huit (8) principales composantes : A) Centrale électrique: Cette composante consistait à augmenter de 20 MW la capacité de la centrale de Palmarejo par l'installation de deux groupes de 10 MW chacun. ; B) Réseau de transport : Cette composante portait sur la construction d'une ligne 60kV de 40 km reliant la Centrale de Palmarejo située à Praia à la localité de Calheta dans le Nord de l'île de Santiago, ainsi que les Postes 60/20 kV associés ; C) Réseau de distribution : Cette composante portait sur l'extension du réseau MT et BT, la réhabilitation, l'extension et la reconfiguration du réseau de Praia, ainsi que la réalisation de branchements et l'éclairage public; D) Contrôle et supervision des travaux : Cette composante consistait aux vérifications et à l'approbation des études d'exécution des travaux, au contrôle des travaux et à la validation des essais de réception des différents ouvrages construits dans le cadre du projet ; E) Formation et sensibilisation : Le personnel d'exploitation des ouvrages devait recevoir une formation sur la conduite et l'entretien des lignes et postes HT construits pour la première fois au Cabo Verde. Les populations devaient aussi être sensibilisées sur les dangers potentiels des lignes HT; F) Appui à la Direction Générale de l'Industrie et de l'Energie (DGIE) : Cette composante visait à renforcer les capacités de la DGIE en matière d'élaboration de politique sectoriel, de préparation de programme de développement et de tenue de statistiques et de suivi du secteur de l'Energie; G) Indemnisation : Cette composante consistait en l'indemnisation des personnes affectées par le projet ; et H) Gestion du projet : Cette composante comprenait l'audit du projet, le contrôle et la surveillance des travaux, le suivi environnemental, ainsi que les activités de la Cellule d'exécution du projet.

A l'exception des indemnisations dont le processus n'est pas entièrement clôturé, toutes les composantes prévues à l'évaluation du projet ont été entièrement exécutées, en plus des travaux complémentaires qui ont renforcé les résultats attendus. Tous les ouvrages construits fonctionnent normalement.

Un plan de compensation avait été réalisé et l'indemnisation des personnes affectées par le projet était une condition préalable au début des travaux de construction. Cependant, au vu de la complexité du processus d'expropriation au Cabo Verde du fait de l'inexistence d'un plan cadastral, un accord de compromis a été signé entre le Ministère du Tourisme, de l'Industrie et de l'Énergie et les présumés propriétaires de terrains, dans le cadre duquel ces derniers autorisaient le déploiement des poteaux électriques et l'ouverture d'accès dans leurs terrains, en attendant la finalisation du processus de preuve de titre de propriété et la conséquente indemnisation. Le Gouvernement avait en effet entamé les paiements d'indemnités, mais il a dû les suspendre au vu des difficultés rencontrées dans l'identification des vrais propriétaires de terrains.

Afin de régler définitivement ce problème, une commission ad hoc a été mise en place au sein de la Direction Générale du Patrimoine. Cette commission est chargée d'analyser minutieusement les documents attestant la propriété des terrains présentés par les personnes affectées par le projet, et d'autoriser le paiement des indemnités dues conformément aux lois en vigueur. Il sied de rappeler que les fonds destinés auxdites indemnisations ont été déposés dans un compte séquestre.

Les principaux indicateurs de performance du projet (taux d'accès au réseau électrique, quantité d'énergie produite, durée de délestage liée à la production, durée des interruptions liées à l'état du réseau, le taux des pertes techniques) ont été atteints à la fin de son exécution.

2. Établissement de rapports sur les effets

Indicateurs des effets (selon le CLAR; si nécessaires, ajouter d'autres lignes)	Valeur de base (2006)	Valeur la plus récente (2013) (A)	Cible visée (2015) (B) (valeur escomptée à l'achèvement du projet)	Progrès vers la réalisation de la cible (% réalisé) (A/B)	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative : 50 mots par effets)	Indicateur sectoriel de base (Oui/Non)
Taux d'accès au réseau électrique sur l'île de Santiago	61%	94%	95%	99%	Une estimation du taux de population desservie par ELECTRA en 2013 a été réalisée par l'UGPE. Celle-ci indique des taux d'accès de 94% à Santiago et de 89% pour le Cabo Verde. Le taux de 95% aurait été atteint en 2015, mais les rapports 2014, 2015 d'ELECTRA ne sont pas encore disponibles pour le confirmer.	Oui
Production	125 GWh	198 GWh	225 GWh	88%	La production cible de 225 GWh	Oui

d'électricité					signifierait un taux moyen de croissance de 10%, sur la période 2006-2012. Or, ce taux n'a été que de 6,9%, ce qui est acceptable vu que les infrastructures de production n'ont commencé à opérer qu'en fin 2012. La cible n'aurait pas été atteinte en 2015 au vu d'une faible augmentation du taux de croissance. Les rapports 2014, 2015 d'ELECTRA ne sont pas encore disponibles pour le confirmer.	
Durée des délestages de production	752 h/an	9,5 h/an	102 h/an	1073%	Ce taux de réussite dénote d'une amélioration exceptionnelle de la qualité du service sur l'île de Santiago.	Oui
Coût du combustible par kWh	15,10 ECV/kWh	10,39 ECV/kWh	9,29 ECV/kWh	89%	Cet indicateur permet de jauger les gains en efficacité technique. La baisse du coût du carburant observée est le résultat de la diminution de la consommation du gasoil en faveur du fuel pour les nouveaux groupes du projet.	Oui
Consommation spécifique en combustible à Santiago	221 g/kWh	214 g/kWh	214 g/kWh	100%	Grace à la mise en exploitation des groupes Wartsila, la réduction de la consommation a été enregistrée jusqu' à atteindre la cible escomptée en 2013. En 2015, la consommation spécifique devrait baisser davantage et avoisiner les 200g/kWh. Les rapports 2014, 2015 d'ELECTRA ne sont pas encore disponibles pour le confirmer.	Oui
Pertes électriques	29%	30,9%	12%	-	Les pertes à Santiago atteignent toujours des taux importants (au-dessus de 30%) depuis 2007, notamment en raison des pertes commerciales liées à la fraude d'électricité par les consommateurs.	Oui
Pénétration éolienne	3%	19,1%	8%	238%	Avec la mise en fonctionnement des nouveaux parcs éoliens de Praia, Sao Vicente et Sal à partir du 3 ^{ème} trimestre de 2011, la production éolienne commence à contribuer de façon significative à la production d'électricité, et ce grâce à l'extension des réseaux de transport et de distribution réalisée dans le cadre du présent projet.	Oui
Notation*	Compte-rendu descriptif (250 mots maximum)					
4	Les cibles des indicateurs d'effets du projet sont globalement atteintes, certaines même sont au-delà des attentes. Toutefois, le taux de pertes n'a pu être maîtrisé, en raison notamment du phénomène grandissant de fraude et de vol d'électricité qui constitue un défi majeur auquel devra répondre immédiatement ELECTRA. Une nouvelle loi, entrée en vigueur en décembre 2014, se propose d'endiguer ce phénomène en renforçant le dispositif de répression des fraudes et actes délictueux préjudiciables au secteur de l'électricité. La performance du projet en ce qui concerne les effets est jugée très satisfaisante .					

3. Rapport sur les produits

Indicateurs des	Valeur la plus récente	Cible visée (B)	Progrès	Compte-rendu descriptif	Indicateur
-----------------	------------------------	-----------------	---------	-------------------------	------------

produits (tel qu'indiqué dans le CLAR; ajouter d'autres lignes, si nécessaire)	(A)	(valeur escomptée à l'achèvement)	vers la réalisation de la cible (% réalisé) (A/B)	(longueur maximale indicative: 50 mots par produit)	sectoriel de base (Oui/Non)
Produit 1 : Puissance installée de la centrale de Palmarejo	48 MW	48 MW	100%	<p>La puissance installée de la centrale a été augmentée telle que prévue. Sa capacité de production est passée de 26 MW à 48 MW par l'adjonction de deux groupes de 11 MW chacun. Les travaux comprenaient l'extension du bâtiment de la centrale, l'installation des deux groupes, la mise en place des équipements de commande et contrôle, l'installation des systèmes auxiliaires, et la construction d'une capacité supplémentaire pour le stockage de carburant.</p> <p>En outre, bien que non prévues à l'évaluation du projet, l'acquisition de pièces de rechanges pour réhabiliter les 2 groupes Caterpillar en opération dans la centrale ainsi que la construction d'un atelier et d'un entrepôt de stockage de pièces ont pu être réalisées grâce au reliquat du prêt JICA résultant de l'appréciation du Yen par rapport à l'Euro.</p>	Oui
Produit 2 : (i) Longueur du réseau 60 kV construit (ii) Nombre de Postes 60/20 kV construits	(i) <u>37 km</u> de lignes 60KV avec 2 ternes de Palamerejo à Calheta, avec câble de garde à fibre optique (ii) <u>3 Postes</u> 60/20 kV, à Calheta, Palmarejo et Achada São Filipe	(i) <u>40km</u> de ligne HT de 60kV avec 2 ternes de Palmarejo à Santa Cruz et 1 terne de Santa Cruz à Calheta (ii) <u>2 Postes</u> 60/20 kV, à Calheta et Palmarejo	93% 150%	(i) Quelques améliorations techniques ont été apportées au niveau de l'élaboration du Réseau de Transport de Haute Tension, qui, en partant d'une ligne à deux ternes en antenne (une jusqu'à Calheta et une autre jusqu'à Santa Cruz), est devenue une ligne complète à deux ternes et câble de garde à fibre optique jusqu'à Calheta, assurant une alimentation alternative à l'intérieur de Santiago en cas de défaut dans les circuits et assurant également la communication entre les sous-stations. (ii) En premier temps, les Postes 60/20 kV, 20 MVA de Calheta et Palmarejo ont été construits. Par après, sur le reliquat de la JICA, le Poste 60/20 kV, 2x21 MVA de Achada São Filipe a été construit et des extensions ont été opérées aux Postes de Calheta et Palmarejo, en ajoutant notamment un transformateur de 36 MVA à Palmarejo et des travées supplémentaires dans les deux Postes pour la connexion au réseau HT.	Oui

(iii) Longueur du réseau 20 kV construit	(iii) <u>47 km</u> de lignes 20 kV	(iii) <u>73 km</u> ligne 20 kV	64%	(iii) Les tronçons principaux Calheta/Tarrafal et Calheta/Assomada de 18 km et 13 km respectivement ont été retenus au début du projet, réduisant ainsi la longueur de 73 km prévue à l'évaluation à 31 km. Par la suite, le tronçon Calheta/Santa Cruz de 10 km ainsi que 6 km dans les villages d'Agostinho Alves, d'Alto Gouveia et de Monte Negro, ont été construits sur le reliquat du prêt de la JICA.	
(iv) Nombre de Postes MT/BT construits et réhabilités	(iv) <u>36 Postes</u> MT/BT	(iv) <u>35 Postes</u> MT/BT	103%	(iv) En premier temps, 11 Postes ont été réhabilités à S. Catarina et 21 Postes ont été réhabilités à Praia. Par après, sur le reliquat du prêt de la JICA, 4 Postes ont été construits dans les villages d'Agostinho Alves, d'Alto Gouveia et de Monte Negro.	
(v) Longueur du réseau BT construit	(v) <u>94 km</u> de lignes BT	(v) <u>48 km</u> ligne BT	195%	(v) La longueur de lignes BT construites est passée presque du simple au double, suite aux améliorations techniques qui ont été opérées, mais grâce également au reliquat du prêt de la JICA qui a permis de réaliser des lignes BT supplémentaires.	
Produit 3 : Branchements réalisés et foyers d'éclairage public posés	1) 5075 branchements 2) 1560 foyers d'éclairage public	1) 5770 branchements 2) 1040 foyers d'éclairage public	1) 88% 2) 150%	Tous les branchements prévus n'ont pu être réalisés par le projet. En effet, ELECTRA a dû réaliser une bonne partie des branchements sur fonds propres pendant le temps que duraient les travaux du projet. Le matériel en excès a donc été remis à ELECTRA qui a poursuivi les branchements après l'achèvement du projet, au fur et à mesure que les abonnements de nouveaux clients se faisaient	Oui
Produit 4 : Formations dispensées	19 Ingénieurs et Techniciens d'ELECTRA ont été formés durant 15 semaines sur le réseau électrique HT.	Formation du personnel d'exploitation des groupes, des postes HT/MT et des lignes HT.	100%	Les formations ont été dispensées par des ingénieurs de la STEG (Tunisie) à la satisfaction des participants qui ont été éduqués sur les techniques et procédures d'exploitation et maintenance des postes et lignes HT.	Non
Notation (voir méthodologie EER)*	Compte-rendu descriptive				
4	Les objectifs de produits de fin de projet ont quasiment tous été réalisés, certains sont même au-delà des attentes. L'exécution physique des composantes du projet (centrale, lignes et postes de transformation) s'est faite dans le respect des spécifications techniques des cahiers de charges. Le reliquat du prêt JICA a permis de financer des travaux supplémentaires. Les formations ont été très appréciées du personnel d'ELECTRA qui maîtrise désormais les techniques et procédures d'exploitation et maintenance des postes et lignes HT. Le taux de réalisation des produits est donc jugé très satisfaisant .				

4. Notation de l'Objectif de développement (OD)¹

¹ Pour ce qui concerne les opérations utilisant l'ancien rapport de supervision et système de notation de SAP, la note de l'OD du PCR sera calculée en utilisant la méthodologie de l'EER.

Notation de l'OD (à partir de l'EER actualisé)*	Compte-rendu descriptive (longueur maximale indicative: 250 mots)
4	<p>La combinaison des notations établies pour les effets et les produits permet d'évaluer comme très satisfaisants les progrès réalisés par le projet pour l'atteinte de son objectif de développement. Des sept indicateurs d'effet mentionnés dans le rapport d'évaluation, cinq ont été atteints ou largement dépassés, et un est atteint à plus de 80%. Il reste un objectif important à atteindre, celui de réduire considérablement les pertes de l'énergie. Cela nécessite une stratégie nationale de lutte contre la fraude énergétique que le gouvernement a déjà enclenchée en adoptant une loi pénalisant ces abus.</p> <p>En termes qualitatifs, le service électrique dans l'île de Santiago a été sensiblement amélioré grâce aux renforcements des capacités de production, de transport et de distribution du projet et aussi grâce aux progrès accomplis par ELECTRA dans l'exploitation des installations électriques. Selon une <i>Etude sur la Satisfaction et l'Impact du Projet</i> réalisée par l'Institut National de Statistiques en septembre 2014, plus de 70% des ménages et entreprises bénéficiaires sont satisfaits par le projet. 80% des répondants estiment aussi que l'amélioration de l'offre d'électricité a eu un impact direct sur leur condition de vie, notamment à travers un meilleur accès à l'information (TV, radio) / TIC, un confort accru et une augmentation du divertissement à domicile, ainsi qu'un meilleur éclairage public/sécurité. L'étude indique également que la situation actuelle de l'offre du service d'électricité (après 2011-2012) a conduit à la création d'emplois.</p> <p>Toutefois, le projet n'a pas eu encore d'impacts positifs sur les tarifs qui n'ont pas diminué pour les consommateurs. La réduction tarifaire ne faisait cependant pas partie des objectifs affichés par le projet.</p>

5. Bénéficiaires (si nécessaire, ajouter d'autres lignes)

Réels (A)	Prévus (B)	Progrès vers la réalisation de la cible (% réalisé A/B)	% Femmes	Catégorie (par exemple, les agriculteurs, les étudiants)
Clientèle ELECTRA	Clientèle ELECTRA	100%	N/A	La clientèle d'ELECTRA sur l'île de Santiago bénéficie d'une plus grande disponibilité d'énergie électrique pour satisfaire ses besoins.
ELECTRA	ELECTRA	100%	N/A	ELECTRA peut faire face à la demande nationale d'énergie électrique suite au renforcement de ses moyens de production d'électricité.
L'Etat cabo verdien	Etat cabo verdien	100%	N/A	Le projet a permis au gouvernement de réduire la facture énergétique du pays.
Entreprises nationales et internationales	Les entreprises nationales et internationales	100%	N/A	Les entreprises installées à Santiago bénéficient d'un meilleur accès à l'électricité
Population de l'île de Santiago	Population de l'île de Santiago	100%	N/A	Les habitants de Santiago bénéficient d'une meilleure qualité de service avec tous les effets positifs induits sur la vie socio-économique. Environ 150 emplois temporaires ont été créés pendant les travaux.

6. Effets imprévus ou additionnels (si nécessaire, ajouter d'autres lignes)

Description	Type (exemple. genre, changement)	Positif ou négatif	Impact sur le projet
-------------	-----------------------------------	--------------------	----------------------

	climatique, aspect social, autres)		(élevé, moyen, faible)
Electrification de 3 villages (effet additionnel) : Grâce au reliquat du prêt FAD, trois villages isolés sur l'île de Santiago (Agostinho Alves, Alto Gouveia et de Monte Negro) ont pu être électrifiés. 70 ménages profitent désormais des bienfaits de l'électricité grâce au raccordement au réseau et aussi grâce à l'éclairage des rues. Les agriculteurs de ces villages peuvent ainsi pomper l'eau indispensable aux cultures locales grâce aux pompes électriques plus simples et moins polluantes que les motopompes. Cette électrification va entraîner une consolidation sensible des revenus issus de la terre.	Aspect social, agriculture	Positif	Moyen
Impacts environnementaux positifs : L'amélioration de la performance de la centrale de Palmarejo couplée à l'augmentation de la production de l'énergie éolienne a permis la désactivation des petites centrales à l'intérieur de l'île de Santiago. Deux de ces petites centrales au fuel ont été complètement désactivées et la dernière (Assomada) ne fonctionne que sporadiquement (environ 16 jours par an). Cela permet de réduire la facture énergétique du pays mais aussi de diminuer la quantité de gaz à effets de serres émise par le pays.	Changement climatique	Positif	Faible

7. Leçons tirées relativement à l'efficacité (si nécessaires, ajouter d'autres lignes)

Questions clés (5 maximum; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Leçons tirées	Public cible
1. Assistance technique au Maître d'ouvrage	1. Le déploiement rapide de l'assistance technique a été très utile. Dès l'annonce de la signature des contrats des lignes et postes 60kV, l'ingénieur-conseil est venu s'installer à Praia. Il a participé aux appels d'offres des lots de travaux qui n'étaient pas encore lancés, ainsi qu'à l'analyse des offres des entreprises. Le bureau des ingénieurs a largement utilisé son expérience pour détecter les points à corriger dans les spécifications des contrats et participer aux corrections. Sa mission d'une durée originale de 24 mois a été prolongée à 65 mois à cause des retards dans les réalisations et les extensions de travaux (postes 60 kV de Sao Filipe et extension des postes 60kV de Palmarejo et Calheta, électrification des 3 villages) L'établissement des trimestriels d'avancement des travaux et du rapport d'achèvement de l'ingénieur-conseil constituaient des sources d'informations pertinentes pour les parties prenantes.	ELECTRA Banque Co-financiers
2. Implication d'ELECTRA dans la mise en œuvre du projet	2. L'implication d'ELECTRA dans l'exécution du projet en tant que bénéficiaire de premier plan a facilité les réalisations, notamment les négociations avec les propriétaires terriens et les activités de supervision.	

C Efficience

1. Respect du calendrier

Durée prévisionnelle – année (A)	Délai réel d'exécution – année (B)	Délai prévu par rapport au délai	Notation
----------------------------------	------------------------------------	----------------------------------	----------

(selon le REP)	(depuis l'entrée en vigueur du 1er décaissement)	réal d'exécution (A/B)	*
La durée d'exécution du projet initiale était de 24 mois (2007 – déc. 2009).	75 mois	0,32 (Retard de 51 mois)	1

Compte-rendu (longueur maximale indicative : 250 mots)

Le respect du calendrier prévu lors de l'évaluation du projet est jugé **très insatisfaisant**. Il s'avère en effet que la durée d'exécution du projet a été sous-estimée eu égard à l'état de préparation du projet et à la complexité des procédures administratives liées au cofinancement. Le projet a donc pris du retard au démarrage et pendant l'exécution pour les raisons principales suivantes :

1. Un retard dans le lancement des Dossiers d'Appel d'Offres, dû aux insuffisances dans la préparation préalable des dossiers techniques, mais dû également à la non maîtrise des procédures d'acquisitions par la Cellule d'exécution du projet au début.
2. Un retard de près de deux ans a été établi pour des raisons de procédures relatives à l'entrée en vigueur des contrats des entreprises de travaux. En effet, dans les contrats avec les entreprises, il avait été prévu une modalité d'ouverture de crédit documentaire alors que dans l'accord de prêt avec JICA, il avait seulement été prévu la procédure de paiement direct. Il était donc nécessaire d'apporter une modification à cet accord de prêt en intégrant cette modalité de paiement, car les entreprises étaient peu flexibles quant à l'ajustement des conditions commerciales de paiement.
3. Les propositions financières pour la Ligne HT de 60 kV, les sous-stations, et les lignes de transport 20 KV ont largement dépassé les montants prévus dans le REP d'environ 88%, ce qui représentait un déficit financier global d'environ 5,7 millions d'Euros. L'estimation inadéquate au moment de la préparation du projet, la décision du Gouvernement de faire une ligne 60kV à double terre jusqu'à Calheta, et l'augmentation des prix internationaux sont les facteurs à l'origine de cette grande différence de prix. Pour résoudre ce problème et traiter d'autres éventuels imprévus concernant les appels d'offres pour les composants restants du projet, le Gouvernement a dû solliciter un financement supplémentaire à la Banque d'Investment et de Développement de CEDEAO (BIDC) d'un montant de 6,058 millions d'UC, dont l'accord de prêt a été signé en Janvier 2009.
4. L'émergence d'impondérables problèmes techniques qui ont nécessité de nouvelles études pendant l'exécution du projet. Par exemple, sur la Ligne HT 60 kV il était nécessaire d'élaborer une nouvelle étude technique justifiée par la déviation du tracé dans les proximités des zones résidentielles, pour éviter le croisement avec la zone de déploiement de projets touristiques.
5. Le projet avait un plan de financement et de supervision complexe, avec quatre bailleurs de fonds (BAD, JICA, BIDC et l'Etat du Cabo-Verde) avec différentes règles et procédures de paiement, ce qui n'a pas facilité les processus de paiement des entreprises.

2. Efficience de l'utilisation des ressources

Pourcentage moyen de la réalisation matérielle des produits du CLAR financés par tous les financiers (A) (voir II.B.3)	Taux d'engagement (%) (B) (voir tableau 1.C – Total taux d'engagement de tous les bailleurs de fonds)	Pourcentage moyen de la réalisation matérielle par rapport au taux d'engagement (A/B)	Notation *
100%	95,06%	105,2 %	4

Compte-rendu (longueur maximale indicative : 250 mots)

Le cout final du projet à l'achèvement s'est élevé à environ 37,88 millions d'UC pour une prévision de 32,64 millions d'UC à l'évaluation du projet. Il se dégage une augmentation d'environ 5,5 millions d'UC soit 17% due à la fois à une augmentation de quantitatif (changement du tracé de ligne et raccordement de certaines localités non initialement prévues) et augmentation du coût de la réalisation de certaines infrastructures. Le temps mis entre l'évaluation du projet et le lancement des appels d'offres ajouté à l'évolution des cours mondiaux du métal (l'acier, l'aluminium et le cuivre notamment), ont conduit au dépassement des coûts prévisionnels de construction du réseau de transport, ce qui a obligé le projet à solliciter un prêt additionnel auprès de la BIDC pour combler le gap financier. Le prêt FAD de 4, 820 millions UC est entièrement engagé et décaissé à date à hauteur de 98,83%. Il faudrait par conséquent procéder à l'annulation du reliquat de 56.275,94 UC représentant 1,17% du montant total du prêt. Le prêt JICA de 4.468 millions de Yens japonais (25,07 millions UC) a été décaissé à hauteur de 92,78%, soit 4.145,369 millions de Yens (23,3 millions UC) et clôturé depuis le 15 septembre 2013. L'évolution favorable du taux de change du Yen a fait que les objectifs sont atteints et il est resté encore beaucoup de ressources bien qu'une importante partie a été utilisée pour des activités complémentaires. La contribution du Gouvernement à date s'élève à 492 millions CVE (3,7 millions UC) contre une prévision de 345 millions

CVE (2,7 millions UC) à l'évaluation du projet, soit un taux de décaissement de 142%. Cette augmentation s'explique par la nécessité de répondre à des considérations environnementales et sociales en cours d'exécution (modification du tracé de la ligne pour éviter des zones touristiques/résidentielles et compensations aux personnes affectées). Le prêt BIDC de 6,06 millions UC est décaissé à date à hauteur de 99,97%.

3. Analyse coût-avantage

Taux de rentabilité économique (à l'approbation)	Taux de rentabilité économique actualisé (à l'achèvement)	Notation *
29,8%	27,3 %	3

Compte-rendu descriptive (longueur maximale indicative : 250 mots)

A l'évaluation, la VAN économique du projet était de 6,5 milliards de CVE. Ceci correspondait à un taux de rentabilité économique de 29,8%. Cette rentabilité initiale se reposait surtout sur le raccordement de 5770 nouveaux clients. A la réalisation, il n'y a qu'actuellement que 5 075 clients qui sont raccordés bien que le linéaire de réseau basse tension construit dépasse ce qui était prévu. Il va s'en dire qu'à terme d'autres clients pourraient être raccordés sans que des investissements dans la construction de réseau ne soit nécessaire. Aussi, il a été installé 1560 foyers d'éclairage public dans la ville contre une prévision de 1040. L'impact de cet éclairage supplémentaire sur la population, s'il avait pu être valorisé améliorerait le taux de rentabilité à l'arrivée. Le taux de 27,3% se justifie bien et devrait s'améliorer si les calculs sont repris quelques mois plus tard avec l'accroissement du nombre de nouveaux abonnés.

4. État d'avancement de l'exécution (IP)²

Notation de l'EE (tirée de l'EER actualisé) *	Compte-rendu descriptif (commenter spécifiquement les rubriques de l'EE qui ont obtenu une note insatisfaisante ou très insatisfaisante, selon le tout dernier EER). (longueur maximale indicative : 500 mots)
3	<p>Les processus d'exécution ont, pour la plupart, été satisfaisants et ont, pour l'essentiel, permis d'obtenir les résultats escomptés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le projet a produit la quasi-totalité des effets attendus. - Toutes les dispositions contenues dans les accords des prêts signés avec la Banque ont été respectées avec cependant un retard qui a été préjudiciable à la bonne exécution du projet. - L'objectif de développement a été très pertinent et les effets produits ont entraîné un progrès significatif vers sa réalisation. - Tous les travaux et acquisitions d'équipements prévus à l'évaluation du projet et sur l'utilisation des reliquats des prêts FAD et JICA sont achevés et mis en exploitation. - Les clauses de sauvegarde environnementales n'ont pas entièrement été respectées pendant l'exécution du projet. En effet, l'indemnisation des personnes expropriées dans le cadre du projet n'a pas été faite, car l'identification des vrais propriétaires de terrains au Cap Vert reste un problème sérieux. Cependant, la complexité du processus d'indemnisation, et pour permettre au projet d'avancer, un accord de compromis a été signé entre le Gouvernement et les propriétaires de terrains, dans lequel ces derniers autorisent le déploiement des poteaux de support et l'ouverture d'accès dans leurs terrains, en attendant la finalisation du processus de preuve de titre de propriété et la conséquente indemnisation. - La gestion des acquisitions a été satisfaisante, n'eût le retard dans l'élaboration des études techniques détaillées qui mena à certaines contraintes concernant le lancement en temps opportun des appels d'offres et le démarrage du projet. - Les clauses relatives aux audits ont été respectées. Les comptes du Projet ont été audités à chaque année fiscale. Les exercices de 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012 ont été audités par l'entreprise DELOITTE SROC, Lisbonne – Portugal. Les exercices de 2013 et 2014 sont audités par l'entreprise BDO – Auditoria, Impostos e Consultoria LDA, Praia, Cap-Vert. L'opinion technique de DELOITTE sur les comptes audités a toujours été "Sans réserves". Le Rapport d'audit 2012, a été approuvé par la Banque et des observations ont été faites sur celui de 2013 que l'Auditeur est en train de reprendre. - La gestion financière du projet a été satisfaisante. - Le système de suivi évaluation n'a pas pris en compte la dimension genre, d'où l'absence d'indicateurs de performance y relatifs.

² Pour ce qui concerne les opérations utilisant l'ancien rapport de supervision et système de notation de SAP, la note de l'EE devra être convertie de l'échelle de 0 à 3 utilisée dans SAP à celle de 1 à 4 utilisée dans l'EER

- Le taux de décaissement, d'engagement et de décaissement des fonds de contrepartie a été très satisfaisant.

5. Enseignements tirés relativement à l'efficience

Questions clés (5 maximum; si nécessaires, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés	Public cible
Respect du calendrier d'exécution du projet	<p>Le point faible de l'exécution du projet a été le non-respect du calendrier. Les mesures suivantes sont préconisées pour les opérations futures afin de diminuer les causes de cette faiblesse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité des études techniques détaillées lors de la phase de préparation du projet, pour éviter des retards dans le lancement des appels d'offres. Les études précises permettraient également la maîtrise des coûts et éviteraient les dépassements de coûts éventuels en cours d'exécution du projet. - Alternativement à la proposition précitée, Inclure les études détaillées dans les prestations de l'entreprise chargée des travaux en lui confiant un contrat de Conception, de fourniture et réalisation, en prenant la précaution de prévoir des marges d'imprévus plus importants. - Bonne coordination entre les bailleurs de fonds en cas de cofinancement et maîtrise des procédures des différents bailleurs par la Cellule d'exécution du projet, afin de se préserver des risques d'enlèvement administratif. 	<p>Banque Emprunteur Co-financiers</p>

D Durabilité

1. Viabilité financière

Notation	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative : 250 mots)
2	<p>Les charges récurrentes du projet sont constituées des frais de combustibles et d'exploitation des groupes, des postes et des lignes ainsi que les frais du personnel affectés à l'exploitation de ces ouvrages, et elles devraient être couvertes confortablement par les recettes du projet.</p> <p>La substitution du gasoil par le fioul lourd, bien qu'elle n'est pas encore totale, et la centralisation de la production ont permis de réduire de manière significative le niveau des charges, passant de 17,32 CVE/kWh en 2007 à 10,39 CVE/kWh en 2013. Toutefois la réduction de la consommation de combustibles des centrales (214 g/kWh en 2013) n'a pas encore atteint la valeur utilisée dans le calcul de la rentabilité financière (206 gr/kWh).</p> <p>En outre, le mécanisme d'ajustement tarifaire mis en place depuis 2006 afin de réduire les risques provenant des fluctuations du cours du pétrole et permettre de mieux préserver la santé financière d'ELECTRA, n'a pas fonctionné. En effet, les tarifs de l'électricité qui étaient en vigueur en 2013, ont dépassé ceux du mois de mars 2007 de 58%, tandis que les prix moyens du carburant en 2013 ont été supérieurs de 27% pour le gasoil, 81,5% pour le fuel 180 et 91,4% pour le fuel.</p> <p>Enfin, le problème de la réduction des pertes (techniques, commerciales et de recouvrement) s'est avéré plus difficile que prévu. En effet, les pertes à Santiago atteignent des valeurs très élevées avec des taux au-dessus des 33% depuis 2007 (à cause surtout des fraudes), ceci étant sans doute le défi principal de la gestion que l'ELECTRA devra faire face dans les prochaines années. En ce qui concerne 2013, il y a une légère baisse de 1,1 point de pourcentage par rapport à l'année précédente, ce qui n'est toujours pas satisfaisante face à l'attente éventuellement trop optimiste pour atteindre la valeur de 12% de pertes en 2015.</p> <p>De ce qui précède, l'impact financier du projet au niveau de l'entreprise ELECTRA n'est pas perceptible puisqu'elle continue d'avoir une situation financière fragile. Cependant, on a quelques raisons d'admettre qu'en</p>

absence de ce projet, la situation financière de la société aurait été pire.

2. Durabilité institutionnelle et renforcement des capacités

Notation *	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative, 250 mots)
3	La durabilité du projet repose sur la capacité d'ELECTRA à assurer la bonne exploitation et l'entretien des ouvrages qui sont réalisés. En ce qui concerne les groupes électrogènes, ayant déjà installés et exploités des groupes diesel à Praia, Mindelo et Sal, ELECTRA a acquis une expérience dans l'exploitation et l'entretien de groupes diesel. En ce qui concerne les lignes HT, il s'agit d'une nouvelle technologie au Cabo Verde qui demande une expertise spécialisée. Pour assurer la durabilité de cette composante, le projet a assuré la formation des ingénieurs d'ELECTRA qui leur a permis d'acquérir les compétences nécessaires à l'exploitation de la ligne HT.

3. Appropriation et durabilité des partenariats

Notation *	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative : 250 mots)
3	Le projet a été efficace dans l'implication d'ELECTRA qui en est à la fois le bénéficiaire principal mais aussi l'exploitant. En outre, ELECTRA, appuyée par le Gouvernement, a établi des mécanismes permanents de sensibilisation de la population en général et de sa clientèle en particulier pour la préservation des infrastructures mises en place, notamment les réseaux HT et MT/BT.

4. Durabilité environnementale et sociale

Notation *	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative : 250 mots)
2	<p>Le projet était classé en catégorie 2 sur le plan environnemental et social. L'Etude d'Impact Environnementale et Social (EIES) a été réalisée conformément aux normes et standards internationaux applicables ainsi qu'aux dispositions de la Loi 86/IV/93 - Loi de Bases de la Politique de l'Environnement et dans le Décret-Loi 14/97 du Cabo Verde. L'EIES et le Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES) y relative ont été soumis et approuvés par la Direction Générale de l'Environnement pour l'attribution de la licence du chantier. Le tracé des lignes et la localisation des poteaux ont été choisis et parfois modifiés en cours d'exécution pour minimiser les interférences avec les routes, les terres agricoles, les zones touristiques et résidentielles. A mi-parcours du projet, un Audit Environnemental a été réalisé qui a conclu que, en règle générale, les activités de construction ont respecté les règlements de bonne gestion de l'environnement et que presque toutes les mesures prévues d'atténuation environnementale ont été appliquées de manière satisfaisante. Aucune situation ayant eu un impact significatif sur les sols, les activités agricole et le mode de vie des populations n'a été identifiée. Le rapport d'audit a également conclu que dans les spécifications techniques des matériaux et équipements, l'utilisation ou l'incorporation des substances dangereuses ou interdites a été prévu. Cependant, certaines mesures prévues au PGES, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none">• Délimitation de la zone protégée de Poilão de Boa Entrada, qui est une aire de nidification de Héron Pourpré, une espèce en voie d'extinction, car le Ministère d'Environnement, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire entité responsable de cette action n'a pas encore démarré le processus ;• Installation de marques de signalisation de la Ligne de 20 KV sur un tronçon spécifique du tracé Calheta/Santa Catarina afin d'éviter le risque de collision d'oiseaux. <p>Au niveau social, il convient de souligner qu'une seule famille a dû être relogée, dans un nouveau logement et dans de meilleures conditions de confort, car la ligne de 60 KV passait trop près de leur résidence. De plus, à l'achèvement du projet, tous les présumés propriétaires terriens affectés par le projet n'ont pas encore été indemnisés, bien que les fonds d'indemnisation soient disponibles dans un compte dédié à cet effet. Le problème réside dans le fait que la plupart des exploitants ne possède pas de titres fonciers. Afin de régler définitivement ce problème, une commission ad hoc a été mise en place au sein de la Direction Générale du Patrimoine. Cette commission est chargée d'analyser minutieusement les documents attestant la propriété des terrains présentés par les personnes affectées par le projet, et d'autoriser le paiement des indemnités dues conformément aux lois en vigueur.</p>

5. Enseignements tirés relativement à la durabilité

Questions clés (5 maximum; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés	Public cible
Viabilité financière	<p>1. La difficulté considérable de réduction de pertes commerciales et de recouvrement (notamment due à la fraude) n'a pas suffisamment été intégrée dans l'étude de la viabilité financière du projet. Or, il s'avère aujourd'hui que la viabilité financière d'ELECTRA est sérieusement compromise par cette situation, malgré les dispositions prises par le gouvernement (dispositions techniques, commerciales et légales) pour y remédier et malgré l'impact positif du projet.</p> <p>2. Malgré la complexité de la situation du cadastre au Cabo Verde tel qu'expliqué plus haut, le manque de rigueur dans la mise en œuvre par l'administration des recommandations formulées lors des missions de supervision du projet en vue de remédier au problème d'indemnisations, a fait que cette question n'a pas pu être résolue jusqu'à l'achèvement du projet. La Banque doit tirer des leçons d'une telle situation et prendre des dispositions pour s'assurer que cela ne puisse pas se reproduire.</p>	Gouvernement Banque Co-financiers

III Performances des parties prenantes

1. Performance de la Banque

Notation *	Compte-rendu descriptif sur la performance (tant quantitative que qualitative, en fonction des informations disponibles) de la Banque, à insérer par l'emprunteur. Voir la note d'orientation sur les questions à aborder. (longueur maximale indicative : 250 mots)
3	La performance de la Banque est jugée satisfaisante . En effet, la Banque a commis une expertise technique de grande qualité dans la conception et la facilitation de la mise en œuvre du projet. Par ailleurs, grâce à son expérience, les propositions de la Banque ont été déterminantes dans la recherche des solutions aux problèmes liés aux dépassements des coûts, notamment la mobilisation des fonds supplémentaires auprès des autres Partenaires Techniques et Financiers.

Commentaires à insérer par la Banque sur sa propre performance (tant quantitative que qualitative, en fonction des informations disponibles). Voir la note d'orientation sur les questions à aborder. (longueur maximale indicative : 250 mots)

La Banque a apporté son assistance au Maître d'ouvrage pour le montage des dossiers d'acquisitions, répondu à temps aux requêtes et promu la participation des parties prenantes pour renforcer l'appropriation (notamment l'implication d'ELECTRA dans la conception et le suivi de la mise en œuvre du projet).

La Banque a assuré un suivi régulier du projet à travers des supervisions semestrielles. En effet, les missions de supervision effectuées par la Banque avec des équipes multidisciplinaires, ont été le cadre d'échanges fructueux entre les équipes de la Banque, ELECTRA, le Gouvernement représenté par les Ministères en charge des Finances et de l'Energie, l'Ingénieur-conseil, et les autres bailleurs de fonds. Par ses recommandations pertinentes, la Banque a contribué, pendant l'exécution, aux choix des solutions techniques appropriées qui ont permis d'améliorer l'efficacité et la faisabilité du projet. La Banque a également veillé au respect des exigences fiduciaires et de sauvegarde environnementale et sociale. Plusieurs chargés de projet de la Banque se sont succédés pour son suivi depuis l'approbation. L'affectation d'un expert en énergie au Bureau régional de la Banque à Dakar a permis un suivi plus régulier et d'avoir plus rapidement les avis de non objection de la Banque.

Toutefois, les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du projet ont conduit à relever quelques points faibles dans la préparation et l'exécution du projet. Il s'agit notamment (i) de l'absence des études techniques détaillées (APD) à l'évaluation; (ii) le long délai du processus d'acquisition; (iii) la non prise en compte de la complexité liée au cofinancement et à l'application des différentes procédures de paiement des bailleurs de fonds.

Questions clés (liées à la performance de la Banque, 5 maximum; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés
Préparation du projet	Veiller pour les opérations futures à la disponibilité d'études techniques détaillées avant l'évaluation et l'approbation du projet, et s'assurer de la bonne maîtrise par la cellule d'exécution du projet, des procédures des Partenaires Techniques et Financiers en matière d'acquisitions et de décaissements, afin de permettre une mise en œuvre efficace du projet.

2. Performance de l'emprunteur

Notation *	Compte-rendu descriptif sur la performance (tant quantitative que qualitative, en fonction des informations disponibles). Voir la note d'orientation sur les questions à aborder. (longueur maximale indicative : 250 mots)	
3	<p>L'UGPE a préparé tous les documents de passation des marchés y compris les spécifications techniques en concertation avec ELECTRA et la DGIE. L'absence d'études techniques détaillées et de DAO au début a beaucoup retardé le lancement des appels d'offres. Toutefois, après attribution des marchés, tous les travaux ont été réalisés dans les délais contractuels, même si les paiements aux entreprises ont parfois accusé de retards dû à la complexité, liée au cofinancement, des différentes procédures de paiement des bailleurs de fonds.</p> <p>L'UGPE a mené tout le processus de mise en œuvre du projet en étroite dialogue avec ELECTRA et les populations affectées par le Projet. Toutes les plaintes et réclamations ont été résolues de manière satisfaisante.</p> <p>L'UGPE a élaboré des rapports trimestriels qu'ont été régulièrement soumis aux bailleurs de fonds, au Gouvernement et à ELECTRA. Elle a été attentive aux recommandations de la Banque et les a exécutées même si des retards ont parfois été enregistrés dans leur mise en œuvre, notamment en ce qui concerne la transmission dans les délais des rapports d'audit et la prise de dispositions nécessaires pour régler le problème d'indemnisation des personnes expropriées. Sur le plan financier, l'Etat a respecté ses engagements de façon satisfaisante avec une contribution finale de 3 729 860 UC, soit 8.3% du coût total du projet à l'achèvement. Les rapports d'audits du projet ont été approuvés par la Banque.</p>	
Questions clés (liées à la performance de l'emprunteur, 5 maximum ; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés	
Gestion de Projet	Pour une meilleure gestion et exécution de projets futurs, les unités de gestion de projets doivent être impliquées dès la phase initiale de conception et/ou préparation, afin de (i) garantir que les dossiers techniques sont bien préparés et que tous les aspects du projet sont bien maîtrisés, et (ii) prendre à temps toutes les dispositions nécessaires en vue d'une bonne exécution du projet.	

3. Performance des autres parties prenantes

Notation *	Compte-rendu descriptif sur la performance des autres parties prenantes, y compris les cofinanciers, les entrepreneurs et les prestataires de service. Voir la note d'orientation sur les questions à aborder. (longueur maximale indicative : 250 mots)	
3	<p>1. Les prestations des entreprises qui ont exécuté les travaux sont jugées satisfaisantes. Les travaux prévus ont été intégralement mis en œuvre dans les délais contractuels. Les normes et techniques de construction adoptées dans l'exécution des travaux correspondent aux standards internationaux et les entreprises sélectionnées pour l'effet étaient d'une capacité technique reconnue, garantissant ainsi la qualité des installations qui fonctionnent correctement et en accord avec les paramètres techniques prévus.</p> <p>2. L'ingénieur-conseil s'est acquitté de manière satisfaisante de sa mission de supervision technique de la qualité des travaux et le contrôle de l'état d'avancement des travaux. Son accompagnement a été très utile et apprécié par l'UGPE. L'ingénieur-conseil a fourni une assistance technique importante pour toutes les procédures d'acquisition des autres composantes (lancement de l'appel d'offres, l'évaluation des offres, la préparation des rapports d'évaluation et la négociation des contrats d'exécution). Il est également intervenu dans la préparation des modifications des tracés dans les lignes de 60 KV et 20 KV, dans la préparation des spécifications techniques pour le poste de São Filipe et dans l'extension des postes de Palmarejo et Calheta et</p>	

des réseaux de distribution. L'ingénieur-conseil a réalisé la supervision technique des travaux d'exécution de toutes les installations. Il a participé à la réception technique des groupes électrogènes et des équipements de commande et contrôle des postes ainsi que dans les tests et essais de mise en service de toutes les installations.

3. Les autres bailleurs de fonds du Projet (JICA et BIDC) ont honoré régulièrement leurs engagements et ont donné à chaque fois leur avis de non objection sur les dossiers sans retard.

Questions clés (liées à la performance des autres parties prenantes, 5 maximum ; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés (5 maximum)	Public cible (pour les leçons tirées)
Coordination entre bailleurs de fonds	La coordination entre les différents bailleurs de fonds aurait pu être plus efficace. En effet, toutes les missions de supervision n'ont pas pu être conjointes compte tenu des contraintes de calendrier des uns et des autres. Pour les prochaines opérations, il est recommandé aux bailleurs de conduire, dans la mesure du possible, toutes les missions de supervision conjointement d'une part et d'harmoniser leurs procédures de décaissements d'autre part, pour éviter certaines confusions et complexités administratives, sources de retards dans l'exécution du projet.	Gouvernement Banque Co-financiers

IV Synthèse des principaux enseignements tirés et recommandations

1. Principaux enseignements tirés

Questions clés (5 maximum; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Principaux enseignements tirés	Public cible
1. Qualité à l'entrée	Des lacunes apparues dans la préparation du projet ont pénalisé ce dernier dans sa mise en œuvre en termes de délais et de coûts. En effet, faute d'études suffisamment détaillées à l'évaluation du projet, le budget a été sous-estimé, d'où la nécessité de recourir à un financement supplémentaire au démarrage du projet. En outre, le lancement des premiers dossiers d'appel d'offres a connu un grand retard dû aux insuffisances dans la préparation préalable des dossiers techniques. Ces points dénotent de l'importance d'une bonne qualité à l'entrée des projets pour leur bonne exécution.	Gouvernement Banque
2. Aspects genre	La conception du projet n'a pas pris en compte la dimension du genre, ni dans l'analyse de la situation du secteur, ni dans les objectifs du projet et ses indicateurs de résultats, ni dans les activités proposées. De ce fait, aucune donnée désagrégée selon le genre n'a été collectée pendant le suivi-évaluation du projet. Il sied de mentionner cependant que ces notions n'étaient pas des exigences de la Banque en 2007 dans la conception des projets.	Banque Gouvernement Consultants
3. Calendrier d'exécution	La durée d'exécution du projet initiale était de 24 mois, mais le délai réel d'exécution a été de 75 mois. Ceci est essentiellement dû à l'absence d'études techniques détaillées à l'évaluation du projet. Le point faible de l'exécution du projet a donc été le non-respect du calendrier, étant un des facteurs ayant eu une incidence sur l'efficacité. D'où la nécessité de s'assurer, pour les futures opérations, de la disponibilité des études techniques détaillées lors de la phase de préparation du projet.	Gouvernement Banque Co-financiers
4. Viabilité financière	La difficulté considérable de réduction de pertes commerciales et de recouvrement (notamment dues à la fraude) n'a pas suffisamment été intégrée dans l'étude de la viabilité financière du projet. Or, il s'avère aujourd'hui que si des mesures draconiennes ne sont pas prises pour décourager ces actes de fraude d'énergie, la viabilité financière risque d'être sérieusement compromise.	Banque Gouvernement

5. Formation sur les règles et procédures (acquisitions et gestion financière) des bailleurs /UGPE	Au démarrage du projet, L'UGPE n'avait pas été suffisamment formée sur les différentes procédures de paiement propres à chaque bailleur. En cours d'exécution, des séances d'information et de formation avec la BAD, la JICA et la BIDC ont dû être organisées pour clarifier les responsabilités financières de chaque bailleur de fonds par activité ainsi que leurs procédures d'acquisition et de décaissement respectives. Pour aider l'UGPE à maîtriser la complexité du co-financement, il aurait été judicieux d'organiser des séances de formation sur ces questions au lancement du projet avec la participation de tous les bailleurs.	Gouvernement Banque Co-financiers
6. Coordination des différents PTF	La coordination entre les différents bailleurs de fonds aurait pu être plus efficace. Il est recommandé aux bailleurs de conduire les missions de supervision conjointement et d'harmoniser leurs procédures de décaissements pour éviter certaines confusions et complexités administratives, sources de ralentissement dans l'exécution du projet.	Banque Co-financiers

4. Principales recommandations (en mettant un accent particulier sur la garantie de la durabilité des avantages du projet)

Questions clés (10 maximum; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Principale recommandation	Responsable	Délai
1. Viabilité financière et économique du projet	Bien que le projet en lui-même demeure financièrement et économique viable, son impact sur la société d'électricité ELECTRA n'est pas perceptible du fait de la persistance des pertes commerciales (fraudes) qui restent très élevées et pénalisent la société. Le Gouvernement a pris récemment des dispositions pour pénaliser ces actes. D'autres mesures draconiennes doivent être prises pour décourager ce phénomène de fraude, afin de garantir un flux continu des bénéfices du projet (publication des noms des fraudeurs détectés dans les médias assortie de lourdes peines pécuniaires par exemple).	Gouvernement et ELECTRA	Sans délai
2. Viabilité technique du projet	La durabilité du projet repose sur la capacité d'ELECTRA à assurer la bonne exploitation et l'entretien des ouvrages réalisés dans le cadre du projet. En ce qui concerne les groupes électrogènes, ayant déjà installé et exploité des groupes diesel à Praia, Mindelo et Sal, ELECTRA a acquis une expérience dans l'exploitation et l'entretien de groupes diesel. En ce qui concerne la composante interconnexion et lignes HT, il s'agit d'une nouvelle technologie au Cabo Verde qui demande une expertise spécialisée. Pour assurer la durabilité de cette composante, le projet a assuré la formation des ingénieurs d'ELECTRA pour leur permettre d'acquérir les compétences nécessaires à l'exploitation des ouvrages. Toutefois, il est recommandé de renouveler cette action de formation à intervalles réguliers pour maintenir le niveau de compétences des ingénieurs aux standards internationaux en la matière.	ELECTRA	en temps opportun
3. Indemnisation des personnes affectées par le projet	Le paiement des indemnités pour expropriation de terrain est toujours suspendu à la présentation des titres de propriété par les présumés propriétaires. En attendant la mise en place du cadastre, il a été mis en place une commission ad hoc sous la responsabilité de la Direction générale du patrimoine relevant du Ministère des Finances, chargée d'analyser minutieusement les documents attestant la propriété des terrains présentés	Gouvernement	Sans délai

	par les personnes affectées par le projet, et d'autoriser le paiement des indemnités dues conformément aux lois en vigueur. Il est recommandé au gouvernement de s'assurer que toutes les personnes concernées soient au courant de cette disposition.		
--	--	--	--

V Notation globale du RAP

	Notation *
VOLET A : PERTINENCE	3,5
Pertinence de l'objectif de développement du projet (II.A.1)	4
Pertinence de la conception du projet (II.A.2)	3
VOLET B : EFFICACITÉ	4,0
Objectif de développement (OD) (II.B.4)	4
VOLET C : EFFICIENCE	2,75
Respect du calendrier (II.C.1)	1
Efficience de l'utilisation des ressources (II.C.2)	4
Analyse coût-avantage (II.C.3)	3
État d'avancement de l'exécution (IP) (II.C.4)	3
VOLET D : DURABILITÉ	2,5
Viabilité financière (II.D.1)	2
Durabilité institutionnelle et renforcement des capacités (II.D.2)	3
Appropriation et durabilité des partenariats (II.D.3)	3
Durabilité environnementale et sociale (II.D.4)	2
NOTE GLOBALE DE L'ACHEVEMENT DU PROJET	3

VI Sigles et abréviations

Sigle (si nécessaires, ajouter d'autres lignes)	Description
FAD	Fonds Africain de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DSP	Document de Stratégie Pays
DGIE	Direction Générale de l'Industrie et de l'Energie
GWH	Gigawatt- heure (1 million de kilowatt-heures)
HT	Haute Tension
MT	Moyenne Tension
BT	Basse Tension
JICA	Japan International Cooperation Agency
KV	Kilovolts (1000 Volts)
MW	Mégawatts (1 millions de watts ou 1000 kilowatts)
GWh	Gigawatts-heure
UGPE	Unité de Gestion de Projets Spéciaux
UC	Unité de Compte
ECV	Escudo de Cabo Verde
ELECTRA	Société Nationale d'Electricité du Cabo Verde

**Annexe 1:
Notes**

**attribuées à la dernière supervision du projet effectuée du 08/05/2014 - 14/05/2014
(Extraction SAP)**

INDICATEURS	NOTES
A. PROJET RESPECT DES CONDITIONS DU PRET	
Respect des conditions de mise en vigueur	2
Respect des conditions générales de l'accord de prêt	2
Respect des autres conditions de l'accord de prêt	2
B. PERFORMANCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES	
Acquisition des services de consultants	3
Acquisition des biens et travaux	3
C. PERFORMANCE FINANCIERE	
Disponibilité des fonds en devises	3
Disponibilité des fonds en monnaie locale	3
Efficacité des décaissements	3
Gestion/Recouvrement des coûts	3
Performance des co-financiers (le cas échéant)	
D. ACTIVITES ET TRAVAUX	
Respect du calendrier d'exécution	3
Performance des consultants ou assistants techniques	3
Performance des entreprises	3
Performance de la direction du projet	3
E. IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT	
Probabilité d'atteindre l'objectif du projet	3
Probabilité que les avantages soient réalisés et maintenus au-delà de la phase d'investissement du projet	3
Contribution probable du projet au renforcement des capacités institutionnelles	3
Taux de rentabilité actuelle	3
F. EVALUATION GLOBALE	
Actuelle	
Tendance future	

STATUT

Implementation Progress (IP) = 3
Development Objectives (DO) = 4

OVERALL STATUS : NON PROBLEMATIC PROJET / POTENTIALY PROBLEMATIC PROJET /

Note attribuée: 3 = Excellent; 2 = Satisfaisant; 1 = Insuffisant; 0 = Très insuffisant ; - Non applicable

Annexe 2 : Coûts du projet

a) Tableau 2.1 : Coûts estimatifs du projet par composantes à l'évaluation (novembre 2007)

Composantes	millions d'UC			millions de CVE			%
	Devise	ML	Total	Devise	ML	Total	
Centrale	15,29	1,46	16,75	1 919,82	183,86	2 103,68	51,31
Réseau de Transport	4,42	0,76	5,18	555,75	95,41	651,16	15,88
Réseau de Distribution	4,32	1,43	5,75	542,46	179,26	721,71	17,60
Contrôle, Supervision Travaux	1,22	0,05	1,27	153,58	6,09	159,67	3,89
Formation et Sensibilisation	0,13	0,22	0,35	16,48	27,69	44,17	1,08
Appui à la DGIE	0,15	0,00	0,15	18,21	0,00	18,21	0,44
Indemnités	0,00	0,01	0,01	0,00	1,56	1,56	0,04
Gestion du projet	0,12	0,56	0,69	15,58	70,74	86,32	2,11
Coût de Base	25,65	4,50	30,15	3 221,88	564,62	3 786,49	92,36
Imprévus physiques	1,30	0,21	1,51	162,74	26,45	189,18	4,61
Hausse de prix	0,85	0,14	0,99	106,30	17,93	124,23	3,03
Coût total	27,79	4,85	32,64	3 490,91	608,99	4 099,90	100,00

b) Tableau 2.2 : Coûts du projet par sources de financement à l'évaluation (novembre 2007)

Source	millions d'UC			%
	Devise	ML	Total	
JBIC	23,01	2,06	25,07	76,80
FAD	4,78	0,04	4,82	14,76
GVT	0,00	2,75	2,75	8,44
Total	27,79	4,85	32,64	100,00

c) Tableau 2.3 : Résumé des coûts du projet par sources de financement à l'évaluation (novembre 2007) et à l'achèvement (décembre 2014)

Sources	Estimation à l'évaluation (en milliers d'UC)			Coûts à l'achèvement (en milliers d'UC)			Ecart coûts totaux (%)
	Devises	Monnaie Locale	Total	Devises	Monnaie locale	Total	
FAD	4,78	0,04	4,82	4,28	0,48	4,76	
JICA	23,01	2,06	25,07	21,00	2,33	23,33	
BIDC	-	-	-	5,45	0,61	6,06	
CABO VERDE	0,00	2,75	2,75	-	3,73	3,73	
TOTAL	27,79	4,85	32,64	30,73	7,15	37,88	